

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 10/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL

Z.I. 14 rue de l'Industrie
BP 28
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/BB/2023 - 0210C
Code AIOT : 0005901564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL implanté Les Communaux 25660 Les Monts-Ronds. L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE SARL
- Les Communaux 25660 Les Monts-Ronds
- Code AIOT : 0005901564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires dont le tonnage moyen autorisé est de 1 000 000 t/an. La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Carrière
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.1	/	Sans objet
7	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 15.1	/	Sans objet
14	bordereau de suivi et registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.2 et 34.3	/	Sans objet
16	Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5	/	Sans objet
17	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 28.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4	/	Sans objet
2	Phasage des travaux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 5	/	Sans objet
3	Phasage du remblaiement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
4	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 23 et 24	/	Sans objet
8	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.	/	Sans objet
9	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.	/	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
11	Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m3/h.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 a)	/	Sans objet
12	Matériaux du centre de tri	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 1	/	Sans objet
13	Quantité entrante	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.1 modifié	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Examen visuel	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la carrière était exploitée de manière satisfaisante. L'exploitant doit toutefois justifier que la hauteur maximum des gradins est à nouveau respectée. Concernant l'acceptation de déchets inertes sur le site pour le remblaiement de la carrière, l'exploitant doit formaliser une procédure d'acceptation préalable et compléter les informations devant figurer sur le registre des déchets entrants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 1 000 000 tonnes.
Constats : D'après les déclarations de l'exploitant sur la plateforme GEREPE, le niveau de production est inférieur à la limite autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phasage des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : «L'extraction des matériaux se déroule en 6 phases. Pour les phases 3 à 6, l'exploitant se conforme aux plans de phasage d'extraction annexé au présent arrêté selon le tableau de correspondance suivant :
Constats : L'exploitation se fait selon le plan d'exploitation. Il y a un léger retard dans le phasage du fait d'une exploitation inférieure au tonnage moyen annuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Phasage du remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « La carrière est remise en état, dans la mesure du possible, au fur et à mesure de l'avancement des fronts et selon les modalités prévues ci-après, telles que définies dans les dossiers mentionnés à l'article 2 du présent arrêté et notamment sur les plans de principe de remise en état annexés au présent arrêté: Figure 13 et plans de phasage de réaménagement du site selon le tableau de correspondance suivant
Constats : Le phasage du remblaiement est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 23 et 24
Thème(s) : Risques chroniques, administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivellement NGF) en particulier pour les aires des stockages et les banquettes découpant les fronts, les zones remises en état et les zones de remblais visées à l'article 34 ci-après, la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis le plan de la carrière en date de juillet 2022. il comporte les informations demandées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel variera de 35 m à 60 m en allant du Sud vers le Nord (de 3 à 4 gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m chacun séparés par des banquettes sensiblement horizontales de 10 m de largeur au minimum).
Constats : Le jour de l'inspection, un des fronts de taille en cours d'exploitation présente une hauteur provisoire supérieure à 15 m (30 m environ). L'exploitant réalise une opération de réaligement des gradins pour obtenir rapidement 2 gradins de 15 m. Le tirs de mines était prévu le lendemain de l'inspection (lors de la visite, le forage des trous pour les tirs de mines était en cours). Demande de complément : l'exploitant doit préciser si les fronts de taille ont été rectifiés et si la hauteur maximum de 15 m pour les gradins est à nouveau respectée. L'exploitant prendra également les mesures nécessaires afin de ne pas renouveler cette situation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 15.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 15.1.1 Tous les cinq ans, le montant des garanties financières prévu à l'article 14 est actualisé, compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. 15.1.2. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.
Constats : Les montant des garanties financières constituée pour la phase 2022-2026 a été calculé sur la base d'indice TP01 de mars 2017 (=105,01). L'exploitant aurait dû contracter des garanties financières en prenant un montant actualisé sur la base du dernier indice TP01 en vigueur au moment de la constitution de ces garanties (les garanties ont été constituées le 24/12/2021 ; l'indice TP01 en vigueur était celui de septembre 2021 avec une valeur de 116,4). Par ailleurs, le dernier indice TP01 publié est celui de novembre 2022. Sa valeur est de 127,3. Ainsi, par rapport à l'indice TP01 de mars 2017, il y a une augmentation de 21%. Non-conformité : l'exploitant doit actualiser le montant des garanties financières selon le dernier indice TP01 en vigueur du fait d'une augmentation de plus de 15% de cet indice par rapport à celui utilisé pour le calcul initial du montant des garanties financières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance des retombées atmosphériques comprend les points de mesure suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un point témoin (jauge de type a) - un point au niveau de l'habitation la plus proche de la carrière, au lotissement des « Communaux » sur la commune de Mérey-sous-Montrond et à 370 mètres au Sud-Sud-Ouest des limites d'autorisation et sous les vents dominant de secteur Nord-Est (jauge de type b) - un point au niveau d'une habitation représentée par un corps de ferme, au lieu-dit « Le Rondot » sur la commune de Tarcenay et à 740 mètres au Nord-Est des limites d'autorisation et sous les vents dominants de secteur Sud-Ouest (jauge de type b). - un point en limite Sud du site, à proximité de l'installation fixe de traitement des matériaux et sous les vents dominants de secteur Nord-Est (jauge de type c). <p>La fréquence de surveillance est devenue semestrielle depuis 2020, la moyenne annuelle glissante étant inférieure à 500 g/m²/j à l'issue de 8 campagnes consécutives sur les jauges de type b.</p> <p>2 campagnes d'une durée d'un mois environ ont été réalisées en 2022 (printemps et automne).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Pour 2022, les moyennes annuelles des retombées pour les 2 jauges de type b) sont de 68 mg/m ² /j et 70,5 mg/m ² /j. La valeur de retombée maximale est de 107 mg/m ² /j (jauge située au point "Les communaux" au printemps 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : – pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm ³ ; Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des émissions atmosphériques du 10/04/2022 concernant les mesures réalisées le 15/12/2021 sur les rejets de l'installation de traitement des matériaux.. Les mesures 2022 devaient être réalisées en décembre 2022. Les résultats des mesures sont inférieures à la valeur limite d'émission de 20 mg/m ³ (résultat < 0,71 mg/m ³). L'installation de traitement des poussières est constituée de filtres à manche. Le dernier changement complet de filtres a eu lieu en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m³/h.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 a)
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :</p> <p>a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m³/h.</p> <p>La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrément pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm³ sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.</p> <p>En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³ en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.</p>
<p>Constats : La part de particules PM 10 a été mesurée lors du contrôle du 15/12/2021. Celle-ci est nulle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Matériaux du centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Par exception aux articles 34.4 et 34.5 les matériaux suivants, issus du centre de tri de Villers-Sous-Montrond, sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « lourds sortie sur-tri manuel » (*), - déchets inertes contenus dans le flux « extraits amont broyage » (*), - fines en provenance du trommel. <p>sous réserve, pour ce qui concerne les « lourds sortie sur-tri manuel » et les fines en provenance du trommel, de respecter les critères d'admission suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le taux de matériaux non inertes présents en impuretés dans le flux est inférieur, en moyenne annuelle, à 3 % en masse ; ce taux est mesuré sur chaque flux indépendamment (lourds sortie sur tri manuel / fines en provenance du trommel) et avant tout mélange, - les matériaux sont conformes à l'annexe I et aux trois conditions spécifiques à cette annexe édictées à l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. <p>(*) : tels que définis dans l'article 2.1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2016 modifié susvisé.</p> <p>Les déchets mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susmentionné, ne sont pas autorisés.</p> <p>En cas de taux d'impureté ponctuel supérieur à 8 %, l'exploitant suspend l'utilisation des matériaux issus du flux concerné pour la remise en état de la carrière jusqu'à ce qu'un nouveau contrôle soit réalisé et donne un résultat inférieur à 8%. Les matériaux traités dans l'intervalle ne sont pas autorisés sur la carrière.</p> <p>Tout autre déchet en provenance du centre de tri exploité par la société BBCI à Villers-sous-</p>

<p>Montrond, est interdit pour le réaménagement de la carrière.</p> <p>L'exploitant de la carrière met en œuvre un dispositif de contrôle avec traçabilité permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de vérifier que le tri réalisé est efficace et permet de ne pas dépasser le seuil de 3 % en masse de matériaux non inerte moyenné sur une période de douze mois, - de vérifier que les matériaux triés figurent exclusivement dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 susmentionné et que les restrictions associées présentes dans l'annexe ainsi que les trois conditions spécifiques à cette annexe édictées à l'article 3 du même arrêté sont respectées, - d'empêcher toute réception dans la carrière, de déchets mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susmentionné, - d'assurer une bonne comptabilité des flux ainsi admis en provenance du centre de tri. <p>L'exploitant réalise à minima un contrôle par semaine du taux d'impuretés, pour chacun des flux (« lourds sortie sur-tri manuel » et « fines en provenance du trommel »). Le résultat de ces contrôles est tracé et tenu à la disposition de l'inspection. L'exploitant réduit les périodicités de contrôle dans les cas où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des modifications seraient apportées au centre de tri, susceptibles de modifier la composition des flux dirigés vers la carrière ; - les résultats de caractérisation montreraient de fortes fluctuations du taux d'impuretés. <p>L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, chaque trimestre les résultats des contrôles effectués dans la période considérée et le cas échéant les explications concernant les anomalies ou difficultés rencontrées.</p> <p>L'exploitant conserve et tient à disposition de l'inspection de l'environnement les enregistrements correspondant pour une durée minimale de 10 ans. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le bilan de l'année 2022 à fin septembre concernant le suivi de la fraction de non inerte dans les déchets en provenance du centre de tri.</p> <p>La fraction de non inerte dans le flux de déchets lourds est inférieure à 3 % (max 2,98%).</p> <p>La fraction de non inerte dans les fines est inférieure à 3% (max 2,98%).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Quantité entrante

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.1 modifié</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage partiel de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux d'apport extérieur, dont le volume sera d'environ 350 000 t/an en fonction des chantiers de production, doivent être préalablement triés, c'est à dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation de seuls matériaux inertes.</p> <p>Les dépôts s'effectueront d'abord coté Sud-Ouest, puis Ouest et enfin Nord du site par talutage des fronts selon le principe représenté en figure F dont copie est annexée au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les déclarations faites par l'exploitant dans GERE, les tonnages de déchets inertes reçus sur site sont inférieures à 350 000 t/an en 2020 et 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : bordereau de suivi et registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.2 et 34.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 34.2 : Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leur caractéristique et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. Art 34.3 : L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Le registre de l'exploitant est constitué de la compilation des relevés de livraison quotidien. Le relevé des livraisons de déchets inertes de la journée du 07/12/2022 a été examiné. Le relevé comprend les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom de l'entreprise qui apporte les déchets- le nom du chantier d'où proviennent les déchets- la date de livraison- les quantités de déchets- le nom du transporteur et la plaque minéralogique du véhicule- le n° du bordereau de livraison Sur le relevé, tous les déchets portent la dénomination "Déblais inertes classe 3", sans que le code déchet ni le type de déchets reçus ne soit précisé. L'exploitant dispose d'un plan topographique sur lequel sont indiquées les zones de stockage de déchets par période d'apport. Non-conformité : l'exploitant doit tenir un registre des déchets avec l'ensemble des informations requises par la réglementation. Celles-ci figurent à l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes et à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Examen visuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 34.6
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit vérifier que les déblais venant de l'extérieur ne contiennent pas de déchets interdits ; avant enfouissement, ils doivent subir un examen visuel et olfactif ainsi qu'un tri qui permettent de déceler des éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles, etc...) par déchargement des camions sur une aire étanche appropriée ; une benne pour la récupération des refus est à mettre en place. Cette aire sera réalisée dès l'arrivée des premiers matériaux inertes en provenance de l'extérieur du site. En cas de chargement pollué ou douteux, le camion sera refusé. Si après déchargement sur l'aire appropriée, les matériaux ne sont pas acceptables ou s'il y a doute, ils seront immédiatement rechargés dans le véhicule vidé resté en attente</p>
<p>Constats : Une zone de déchargement des déchets est présente en limite de la zone de remblaiement. Un contrôle visuel des déchets est effectué avant que ceux-ci ne soient poussés pour le stockage final. Une benne pour la récupération des refus est présente.</p> <p>Lors de la visite de la zone, il n'a pas été constaté d'indésirables au niveau des déchets en attente de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Apport de déchets inertes pour les rubriques 2510, 2515, 2516, 2517 et 2760
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art 3 : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p>art 5 : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document</p>

<p>préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il n'avait pas formalisé de procédure d'acceptation préalable pour la réception de déchets inertes.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant doit mettre en place une procédure d'acceptation préalable pour la réception des déchets inertes utilisés pour le remblaiement de la carrière.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 17 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 28.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dès le début des travaux d'exploitation ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation à une campagne de mesures des émissions sonores de son site par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment après la réalisation complète du merlon anti-bruit situé au Sud-Ouest du site (une mesure de jour et une mesure de nuit).</p> <p>Ces mesures destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elles sont réglementées, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats : Demande de complément : l'exploitant transmettra à l'inspection le dernier rapport de mesures des niveaux sonores.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet